

Un an après le début de la pandémie de COVID-19, son bilan humain ne cesse de s'alourdir et reste préoccupant, même si l'amélioration de la couverture vaccinale suscite l'optimisme. Une grande incertitude entoure les perspectives économiques mondiales, essentiellement en rapport avec la trajectoire de la pandémie. La contraction de l'activité observée en 2020 a été, de mémoire d'homme, sans précédent, de par sa rapidité et son caractère synchronisé, mais la situation aurait pu être bien pire. Même s'il est difficile de le déterminer précisément, d'après les estimations des services du FMI, la contraction aurait pu être trois fois plus importante si les autorités n'avaient pas pris des mesures extraordinaires de soutien. Il reste encore beaucoup à faire pour venir à bout de la pandémie, ainsi qu'éviter une divergence du revenu par habitant entre les différents pays et un creusement persistant des inégalités au sein des pays.

*Une amélioration des perspectives.* Après une contraction estimée à 3,3 % en 2020, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6 % en 2021, qui devrait se modérer à 4,4 % en 2022. La contraction en 2020 est inférieure de 1,1 point de pourcentage aux projections de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), du fait d'une croissance supérieure aux prévisions au deuxième semestre dans la plupart des régions après que les mesures de confinement ont été allégées et que l'économie s'est adaptée aux nouveaux modes de travail. Les projections pour 2021 et 2022 sont supérieures aux prévisions de l'édition d'octobre 2020 des PEM, respectivement de 0,8 point de pourcentage et 0,2 point de pourcentage, en raison des mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises dans quelques grandes économies et de la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins. La croissance mondiale devrait ralentir et être ramenée à 3,3 % à moyen terme sous l'effet de la dégradation prévue du potentiel de l'offre et de forces antérieures à la pandémie, notamment l'augmentation plus lente que prévu de la population active du fait du vieillissement démographique dans les pays avancés et dans certains pays émergents. Grâce aux mesures sans précédent prises par les pouvoirs publics, la récession provoquée par la COVID-19 devrait probablement laisser moins de séquelles que la crise financière mondiale de 2008. Ce sont cependant les pays émergents et les pays en développement à faible revenu qui ont été

le plus durement touchés, et ils devraient subir des pertes plus importantes à moyen terme.

*Des conséquences divergentes.* Les pertes de production ont été particulièrement marquées dans les pays tributaires du tourisme et des exportations de produits de base, ainsi que dans ceux dont la marge de réaction était limitée. Beaucoup de ces pays étaient déjà dans une situation budgétaire précaire avant la crise et avaient peu de moyens de monter une riposte sanitaire de grande ampleur ou de préserver les moyens de subsistance. La reprise prévue succède à une contraction majeure qui a eu des conséquences particulièrement néfastes sur l'emploi et les revenus de certains groupes. Les jeunes, les femmes et les travailleurs relativement peu instruits, ainsi que les travailleurs de l'économie informelle, ont généralement été le plus durement touchés. La pandémie va sans doute sensiblement aggraver les inégalités de revenus.

Selon des estimations, près de 95 millions de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil d'extrême pauvreté en 2020 par rapport aux projections établies avant la pandémie. De plus, les pertes d'apprentissage ont été plus marquées dans les pays à faible revenu et les pays en développement, où les élèves ont eu plus de mal à faire face aux fermetures d'établissements, en particulier les filles et les élèves de ménages à faible revenu. Les revers qu'a subis la scolarisation ont été inégaux et pourraient creuser davantage les inégalités de revenus.

*De grandes incertitudes entourent les perspectives mondiales.* C'est la trajectoire de la crise sanitaire qui déterminera l'évolution de la situation. Elle variera selon que les nouvelles souches de COVID-19 réagissent aux vaccins ou prolongent la pandémie et dépendra de l'efficacité des mesures que les pouvoirs publics prendront pour limiter les séquelles économiques, de l'évolution des conditions financières et des prix des produits de base, ainsi que de la capacité d'adaptation de l'économie. Le flux et reflux de ces facteurs et leurs liens avec les caractéristiques propres à chaque pays détermineront le rythme de la reprise et l'ampleur de ces séquelles à moyen terme dans les différents pays (chapitre 2). Cette crise est sans précédent à de nombreux égards. Dans beaucoup de pays, les mesures de soutien et le manque d'occasions de dépenser ont sensiblement augmenté une épargne qui pourrait se libérer très rapidement si l'incertitude se dissipe. Dans le même temps, on ignore quelle est la

part de cette épargne qui sera dépensée compte tenu de la dégradation du bilan de nombre d'entreprises et de ménages (en particulier ceux qui ont une forte propension à consommer leur revenu) et de la fin des moratoires sur le remboursement des prêts. En somme, les aléas influant sur les perspectives semblent équilibrés à court terme, mais propices à une révision à la hausse ensuite.

Étant donné cette grande incertitude qui entoure les perspectives, les décideurs devraient privilégier des mesures qui seraient prudentes quelle que soit la situation dans le monde. Ils devraient par exemple renforcer la protection sociale en assouplissant les conditions d'admissibilité à l'assurance chômage de façon à inclure les travailleurs indépendants et les travailleurs de l'économie informelle (voir le chapitre 2 des PEM d'avril 2020), consacrer des moyens suffisants aux soins de santé, aux programmes de développement de la petite enfance, à l'éducation et à la formation professionnelle, et investir dans les infrastructures vertes pour accélérer la transition vers une économie moins tributaire du carbone. De plus, comme indiqué aux chapitres 2 et 3, ils devraient se préparer à adapter les mesures de soutien en faisant preuve de souplesse, en remplaçant par exemple les dispositifs d'urgence par une réaffectation des dépenses à mesure que la pandémie évolue, tout en préservant les dépenses sociales et en évitant de maintenir des dépenses inefficaces. Il est important d'inscrire l'aide à court terme dans des cadres crédibles à moyen terme (voir l'édition d'avril 2021 du *Fiscal Monitor* (Moniteur des finances publiques)). Là où une dette élevée limite la marge de manœuvre, il convient aussi de chercher à en créer en augmentant les recettes (réduction des allègements fiscaux, amélioration de la couverture des registres et adoption de taxes sur la valeur ajoutée bien conçues), en rendant l'imposition plus progressive et en réduisant les subventions inutiles.

**Priorités.** Les facteurs qui déterminent l'orientation à donner à la politique économique varient selon les pays, en particulier en fonction des progrès réalisés vers le retour à la normale. Les pays devront donc adapter leur riposte au stade de la pandémie, à la vigueur de la reprise et aux caractéristiques structurelles de l'économie. Une fois que les vaccinations seront généralisées et que les systèmes de santé retrouveront dans l'ensemble le même niveau de capacités disponibles qu'avant la COVID-19, les pays pourront commencer à lever les restrictions. Tant que la pandémie se poursuit, il faut en premier lieu viser à sortir de la crise, privilégier les dépenses de santé, fournir une aide budgétaire bien ciblée et maintenir une politique monétaire accommodante tout en surveillant les risques qui pèsent sur la stabilité financière. Puis, à mesure que la reprise progressera, les décideurs devront limiter les séquelles économiques à long terme en veillant à stimuler la capacité de

production (par des investissements publics par exemple) et en incitant davantage à allouer les ressources productives de façon efficiente. L'équilibre à trouver est fragile, en particulier dans le climat d'incertitude actuel. C'est pourquoi lorsque l'aide sera finalement réduite, il faudra éviter de brusques revirements. Ainsi, on diminuera progressivement la part des salaires prise en charge par l'État dans le cadre de programmes de chômage technique et de chômage temporaire en augmentant les subventions à l'emploi afin d'aider les travailleurs à se reconvertir en fonction des besoins. Ce faisant, il ne faudra pas négliger les défis à long terme, à savoir stimuler la productivité, améliorer les cadres de politique économique et lutter contre les changements climatiques. Le rythme différent de la reprise selon les pays pourrait amener à prendre des orientations divergentes, en particulier si les pays avancés bénéficient avant les autres d'une vaste couverture vaccinale. Il est particulièrement essentiel que les banques centrales des pays avancés adoptent un cadrage prospectif précis et communiquent clairement, sans se contenter de calibrer la politique monétaire accommodante qui convient au niveau national. Cela aura en outre des conséquences vitales sur les conditions de financement extérieur des pays émergents et sur les effets de politiques divergentes sur les flux de capitaux (chapitre 4).

*Il est essentiel de compter sur une forte coopération internationale* pour atteindre ces objectifs et faire en sorte que les pays émergents et les pays en développement à faible revenu continuent de réduire l'écart entre leur niveau de vie et celui des pays à revenu élevé. Sur le front sanitaire, il s'agit de veiller à ce que la production mondiale de vaccins soit adéquate et que les vaccins soient universellement distribués à des prix abordables, notamment par un financement suffisant du dispositif COVAX, de façon à ce que tous les pays puissent rapidement et résolument vaincre la pandémie. En outre, la communauté internationale doit agir de concert pour veiller à ce que les pays en difficulté financière aient un accès suffisant aux liquidités internationales pour maintenir les dépenses consacrées à la santé, à d'autres secteurs sociaux et aux infrastructures, qui sont nécessaires pour qu'ils se développent et convergent vers un revenu par habitant plus élevé. Les pays doivent en outre collaborer étroitement pour redoubler d'efforts en vue d'atténuer les changements climatiques. De plus, une coopération multilatérale étroite s'impose pour résoudre les questions économiques au cœur des tensions commerciales et technologiques (ainsi que pour combler les lacunes du système commercial multilatéral fondé sur des règles). En tirant parti des progrès récents en matière de fiscalité internationale, il convient de continuer de chercher à limiter le transfert de bénéfices entre pays, ainsi que l'évasion et la fraude fiscales.